



**LE MINISTÈRE RECULE SUR LES EXAMENS DE TERMINALE
MAIS LA CASSE DU LYCÉE PRO PUBLIC SE POURSUIT !**

NE LES LAISSONS PAS FAIRE !

22 FÉVRIER 2026

NE CRIONS PAS VICTOIRE !

Le ministre de l'Éducation nationale a annoncé il y a quelques jours le retour des examens de terminale à la mi-juin dès 2027. Les collèges vont-ils échapper au cafouillage, à la désorganisation généralisée ? Les élèves vont-ils-elles bénéficier d'un enseignement au sein d'un groupe-classe sur l'année complète ? Peut-on crier victoire ? Certainement pas, puisque le ministre n'abandonne pas l'idée du parcours différencié. « Parcours Y », « parcours personnalisé », « parcours différencié », qu'importe l'intitulé, le projet est le même : faire du tri social et scolaire.

Le ministère opère donc deux ajustements : les épreuves écrites du bac sont repositionnées à la mi-juin et un parcours « personnalisé » (2 semaines de PFMP en plus ou 2 semaines dédiées à la poursuite d'études).

NOS ÉLÈVES NE SONT PAS DE LA CHAIR À PATRON !

La CNT-SO dénonce avec force les réformes en cours du lycée professionnel, véritables attaques contre les élèves, les personnels et l'avenir même de la formation professionnelle publique. Sous couvert de « rapprochement avec le monde de l'entreprise », le gouvernement organise une dégradation sans précédent des conditions d'apprentissage et de travail.

Nous nous opposons au parcours dit « personnalisé » pour les élèves de terminale : il organise une sélection précoce et éloigne encore davantage les élèves des choix d'orientation réellement libres et accompagnés. Ce dispositif fragilise les parcours, transforme des jeunes en variables d'ajustement et remet en cause l'ambition d'un enseignement professionnel riche, complet et ouvert.

Au sein d'un parcours « différencié » ou non, **nous refusons l'augmentation des périodes de stage** (ne laissons pas l'entreprise s'occuper de la formation professionnelle publique !), qui dépossède les élèves de temps d'apprentissage en cours, renforce les inégalités sociales et livre toujours plus les jeunes à une logique utilitariste où la main-d'œuvre gratuite tient lieu de formation. Selon les chiffres du ministère (DEPP – Statistique publique de l'éducation), pour la rentrée 2023, pour les CAP et bac pro, plus de 30% des élèves sont issues de famille ouvrière ; pour la seconde générale et technologique, ce chiffre tombe à environ 18%. C'est aux élèves qui en ont le plus besoin qu'on supprime des heures d'enseignement. De manière générale, il faut combattre l'idée que la PFMP serait parée de toutes les vertus formatrices pour nos élèves : ils se heurtent à la discrimination et aux



violences sexistes et sexuelles, au manque d'encadrement, aux risques liés aux accidents, etc. La CNT-SO s'oppose toujours à **la gratification des PFMP**, sorte de sous-SMIC aux effets pervers.

Le lycée professionnel n'est pas une agence d'intérim : c'est un lieu d'éducation, d'émancipation et de construction de savoirs. Ainsi, **nous continuons de dénoncer les dispositifs AvenirPro et AvenirPro+**, menés conjointement avec France Travail et les Missions Locales, à destination des élèves en fin de cursus (ou avant) qui visent « l'insertion » ou se retrouvent « sans solution ». Entendons-nous bien, nous ne voulons pas laisser nos élèves « sans solution », mais nous refusons que la seule boussole du ministère soit celle de l'employabilité.

MOBILISONS-NOUS POUR UN AUTRE LYCÉE PRO PUBLIC !

Nous devons retrouver les heures d'enseignement perdues avec les contre-réformes récentes. Sans les sacraliser, il faut revenir à un maximum. Même si une réflexion sur les diplômes sanctionnant les parcours est nécessaire et que nous ne les sacralisons pas, il faut revenir, dans l'immédiat, à un maximum d'épreuves ponctuelles et nationales. Il s'agit de préserver la valeur des diplômes et de garantir anonymat et traitement équitable. Toujours dans l'idée de garantir un niveau élevé de qualification, **il faut en finir avec l'individualisation des parcours et des compétences, avec le tout CCF.**

Si nous combattons l'objectif de soumission des LP aux patronats locaux, d'employabilité immédiate aux « métiers sous tension » pour les élèves, il n'empêche qu'une réflexion sur la valorisation des formations en LP est nécessaire. Il faut développer des filières liées aux enjeux environnementaux et sociaux contemporains. **Tout doit être fait pour encourager la poursuite et la réussite d'études.**

Plus d'égalité ! Il faut renforcer l'éducation prioritaire, en intégrant les lycées pro : donnons plus à celles et ceux qui en ont le plus besoin. Plus de moyens pour dédoubler les effectifs par exemple, c'est lutter contre les inégalités scolaires. Il faut tout mettre en œuvre pour dégenrer les formations et combattre la reproduction des stéréotypes de genre.

Il faut un plan d'urgence pour les lycées pro ! Il faut ouvrir des établissements, créer des postes de titulaires (enseignant-es, psy EN, infirmier-ères, assistant-es de service social, agent-es administratif-ves, médecins fonctionnaires, vie scolaire, AESH). Il faut baisser les effectifs par classe et par établissement. Les DHG sont connues depuis quelques temps : partout, elles sont inacceptables !

Pour les personnels, exigeons la fin des contrats précaires. Arrachons une hausse des salaires non conditionnée à de nouvelles tâches !